

Exportations agricoles et problème alimentaire dans les pays en voie de développement

Perroy H.

Les échanges méditerranéens

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 18

1973
pages 25-27

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.02.83>

To cite this article / Pour citer cet article

Perroy H. **Exportations agricoles et problème alimentaire dans les pays en voie de développement.** *Les échanges méditerranéens.* Paris : CIHEAM, 1973. p. 25-27 (Options Méditerranéennes; n. 18)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Henri PERROY

Exportations agricoles et problème alimentaire dans les pays en voie de développement

Depuis quelques années, sous la pression des thèses débattues dans des organisations internationales comme la FAO et la CNUCED, l'idée s'est généralement imposée que les pays en voie de développement devraient bénéficier d'une augmentation des recettes qu'ils tirent de leurs exportations de produits agricoles. En effet, cette catégorie de produits représente la principale, sinon la seule, source de devises dans de nombreux pays en voie de développement. Or la valeur des exportations agricoles a beaucoup moins augmenté dans les pays moins développés que dans les pays développés. D'après la FAO, les taux annuels de croissance respectifs ont été de 2,1 et 6,1 pour cent entre 1955 et 1967, et les taux par habitant de -0,4 et 4,9 pour cent. Il faudrait donc que, pour une plus grande ouverture de leurs marchés, des préférences tarifaires, une limitation des productions ou d'autres mesures de politique commerciale, les pays développés enrayent cette sorte de « dérive » commerciale des exportations agricoles des pays en voie de développement.

Sans être opposé par principe à cette conclusion, nous voudrions souligner certains dangers qu'elle comporte, particulièrement en ce qui concerne la solution du problème alimentaire mondial. Est-il souhaitable qu'un pays qui, certaines années, ou de façon quasi-permanente, est incapable d'assurer à sa population la satisfaction de ses besoins alimentaires, oriente davantage vers la vente à l'extérieur les ressources en terre, en capital et en travail qu'il consacre à la production de biens alimentaires ?

La réponse serait simple si toute augmentation des exportations agricoles entraînait *ipso facto* une privation ou un détournement de ressources aux dépens de la population en cause. Cependant, cette augmentation peut également agir comme un stimulant sur la production intérieure si, comme c'est souvent le cas, un certain nombre de ressources sont laissées en friches : les exportations agricoles pourraient donc « tirer » l'offre intérieure de produits alimentaires au lieu de « frustrer » la demande intérieure de ces produits. D'autre part, les facteurs qui agissent au niveau national agissent peut-être différemment au niveau des régions du pays. Enfin,

la question de savoir qui s'approprie les recettes d'exportation (sociétés étrangères, Etat, travailleurs des plantations...) devrait également être prise en compte. Beaucoup de nuances doivent donc être apportées dans l'étude de la corrélation entre la croissance des exportations agricoles et celle de la production intérieure.

Malgré tout, les données suivantes pourraient fournir un cadre à l'analyse. Elles concernent un échantillon de 54 pays en voie de développement, parmi lesquels quelques pays méditerranéens. Tous ces pays doivent-ils épouser sans restriction les thèses qui prévalent dans les enceintes de la CNUCED ou de la FAO ?

EXPORTER PLUS POUR GAGNER PLUS ?

Dans le tableau ci-après, nos 54 pays sont classés par ordre décroissant du taux de croissance de la valeur de leurs exportations de produits agricoles entre 1955 et 1967 (3^e colonne). Il s'agit de tous les produits agricoles, alimentaires et non alimentaires (comme fibres textiles, caoutchouc, etc.), car les seconds utilisent peut-être des ressources en terre, en travail et en capital qui sont distraites d'une production alimentaire pourtant déficitaire. Sans doute, les recettes de ces exportations pourraient-elles permettre aux pays déficitaires du point de vue alimentaire d'acheter à l'extérieur les aliments dont ils ont besoin. Mais on considère généralement qu'il est préférable pour les pays en voie de développement de consacrer leurs recettes d'exportation à l'achat de biens directement productifs.

Sur nos 54 pays, 20 ont enregistré un taux de croissance annuel de leurs exportations de produits agricoles supérieur à 4 pour cent (Groupe A, au sommet du tableau), ce qui est un score honorable. 14 pays ont enregistré un taux situé entre 2 et 4 pour cent (Groupe B, au milieu du tableau) et 20 un taux inférieur à 2 % et parfois même négatif (Groupe C, au bas du tableau). La Tunisie, l'Égypte et l'Algérie figurent dans ce dernier groupe, à l'inverse du Liban ou du Maroc qui figurent dans le premier groupe.

Exportations et problème alimentaire dans les PVD

	Valeur des exportations agricoles (Mns de \$) 1960-62	Pourcentage dans les exportations totales 1960-62	Taux de croissance annuelle		Excédent ou déficit sur la demande alimentaire 1960-68
			des exportations agricoles 1955-67	de la production alimentaire 1960-68	
Groupe A					
Corée du Sud	21	49	25,97	3,7	- 1,9
Pérou	258	53	10,79	0,3	- 4,0
Taïwan	110	57	9,52	4,6	- 1,4
Liban	26	58	8,73	6,4	+ 3,4
Panama	26	74	8,57	5,9	+ 0,8
Paraguay	21	68	8,08	0,7	- 2,9
Honduras	55	75	7,54	4,5	+ 0,3
Nicaragua	59	89	7,39	6,9	+ 2,0
Jordanie	7	50	6,68	5,0	- 0,2
Thaïlande	377	84	6,56	3,7	- 1,5
Maroc	179	51	6,17	4,6	+ 1,0
Éthiopie	74	97	6,15	2,4	- 0,9
Kenya	89	75	6,04	4,1	+ 0,1
Angola	98	72	5,97	1,8	- 0,3
Équateur	139	100	5,50	2,4	- 1,5
Côte-d'Ivoire	132	74	4,98	4,2	- 1,4
Mexique	491	59	4,87	5,0	+ 0,6
Argentine	1 039	96	4,74	2,7	+ 0,9
Guatemala	105	91	4,63	4,3	+ 0,4
Costa Rica	82	93	4,33	3,7	- 0,9
Groupe B					
Iran	77	9	3,96	4,9	- 1,4
Philippines	356	65	3,83	3,3	- 0,6
Cameroun	71	72	3,82	2,7	- 1,4
Guyane	53	62	3,76	0,5	- 3,4
Jamaïque	73	41	3,61	- 0,2	- 3,4
Ouganda	101	86	3,36	1,6	- 1,7
Soudan	185	94	3,36	1,7	- 1,9
Syrie	101	78	3,33	4,1	- 1,1
Chili	42	8	3,16	2,1	- 1,3
Nigéria	377	79	2,84	0,7	- 0,7
El Salvador	108	87	2,69	3,5	- 0,9
Trinidad et Tobago	36	11	2,68	- 0,1	- 3,4
Irak	39	6	2,55	2,9	- 2,2
Uruguay	122	80	2,23	0,7	- 0,4
Groupe C					
Togo	15	88	1,93	1,2	- 3,9
Ghana	202	69	1,79	1,0	- 1,5
Madagascar	74	90	1,44	1,9	- 0,9
Inde	629	46	1,43	1,8	- 1,8
Pakistan	281	71	1,21	3,1	- 1,7
Tunisie	75	65	1,15	- 1,6	- 4,9
République Dominicaine	150	92	0,83	- 1,5	- 4,8
Égypte	366	76	0,77	1,5	- 1,5
Brésil	1 083	96	0,47	4,3	+ 0,7
Liberia	32	45	0,22	0,6	- 2,8
Ceylan	359	95	0,19	4,5	+ 0,7
Malaisie	639		0,17	5,1	+ 0,7
Colombie	360	79	- 1,30	3,1	- 0,8
Sierra Leone	12	16	- 1,69	1,3	- 2,0
Venezuela	34	1	- 3,16	5,3	+ 1,4
Birmanie	193	81	- 4,46	1,0	- 1,9
Indonésie	447	58	- 4,63	1,7	- 0,8
Vietnam	68	96	- 6,44	- 1,0	- 3,2
Algérie	278	80	- 7,35	- 1,1	- 2,1
Zaïre	118	30	- 9,47	- 0,4	- 3,1

Sources : FAO, *Rapport et perspectives sur les produits, 1969-1970*, p. 171 sq.
 ONU, *Étude sur l'économie mondiale, 1969-1978*, p. 134 sq.

On remarquera que les pays du Groupe C constituent, en valeur absolue (colonne 1), la catégorie qui exporte le plus de produits agricoles grâce à des pays comme le Brésil, la Malaisie, l'Inde ou l'Indonésie. Cela explique pourquoi l'ensemble des pays en voie de développement a pris un retard marqué par rapport à l'ensemble des pays développés du point de vue des exportations de produits agricoles. Une dizaine de pays du Groupe A ont enregistré des taux de croissance de leurs exportations de produits agricoles supérieurs à celui de l'ensemble, des pays développés (6,1 pour cent) ; mais comme ce ne sont que des exportateurs peu importants dans le total des exportations mondiales de produits agricoles, les taux généraux n'en sont que peu affectés.

Comme le montre la deuxième colonne, les exportations de produits agricoles jouent un rôle relativement très important dans de nombreux pays moins développés : dans 42 pays sur 54, le taux de ces exportations était supérieur à 50 pour cent en 1960-62. Ces pays sont-ils donc condamnés à exporter plus de produits agricoles pour gagner plus de devises indispensables à leur développement ?

Gardons-nous pour le moment de généraliser en faisant remarquer que les pourcentages de la deuxième colonne ont une valeur contingente. Dans quelques pays méditerranéens en particulier, ils sont à l'heure actuelle beaucoup plus faibles qu'en 1960-62 du fait de l'importance croissante de la valeur des exportations pétrolières. Dans d'autres pays (Corée du Sud, Taïwan, Argentine, Brésil...), la proportion des exportations de produits manufacturés est également dans une phase rapidement ascendante. Dans un certain nombre de pays, il existe donc — et existera de plus en plus, souhaitons-le — une alternative à l'acquisition de devises par l'exportation de produits agricoles.

EXPORTER PLUS POUR PRODUIRE PLUS ?

Si cette alternative est souhaitable, c'est parce que dans un grand nombre de pays en voie de développement — plus des trois quarts au cours des années soixante — la production alimentaire a tendance à augmenter moins vite que la demande alimentaire intérieure. Pour ce qui est de nos 54 pays, la dernière colonne du tableau indique l'écart en plus ou en moins du taux de croissance de la production alimentaire par rapport au taux de croissance de la demande alimentaire intérieure entre 1960 et 1968.

Dans le Groupe A, près de la moitié (9 sur 20) des pays ont enregistré un excédent de la production sur la demande alimentaire intérieure, bien que dans la majorité de ces pays (Mexique excepté) les exportations de produits

agricoles aient plus augmenté que la production de biens alimentaires : cela pourrait signifier que la production a été « tirée » par les exportations sans « frustration » de la demande intérieure. Ces pays ont sans doute raison d'épouser les thèses de la ONUCED (cas en particulier du Maroc ou de l'Argentine, tandis que pour les pays d'Amérique centrale de meilleures chances de croissance des exportations devraient exister dans l'accélération des échanges au sein du Marché commun d'Amérique centrale que dans l'ouverture des marchés des pays développés). En revanche dans les 11 autres pays (ou tout au moins dans certains d'entre eux), une croissance plus forte des exportations agricoles risquerait d'aggraver encore le décalage existant entre la production alimentaire de ces pays et la croissance de la demande de biens alimentaires de la population.

Dans tous les pays du Groupe B, sauf en Syrie, au Salvador et en Irak, le taux de croissance des exportations agricoles a été supérieur à celui de la production de biens alimentaires ; mais dans tous ces pays sans exception, le déficit alimentaire entre l'offre et la demande s'est agrandi au cours des années soixante. Bien plus, deux de ces pays, la Jamaïque et Trinidad et Tobago, ont enregistré une diminution de la valeur absolue de leur production alimentaire. Pour ces 14 pays, la stratégie de la ONUCED ne paraît donc applicable qu'après mûr examen. Dans le cas de la Jamaïque par exemple, il faudrait être sûr qu'une augmentation des exportations sucrières ne soit pas si forte qu'elle aggrave le problème alimentaire de ce pays.

A propos des pays du Groupe C, des distinctions doivent être à nouveau opérées puisque dans 4 de ces pays sur 20 un excédent alimentaire intérieur s'est manifesté au cours des années soi-

xante. Des pays comme le Venezuela, la Malaisie, Ceylan et le Brésil ont donc raison d'épouser les thèses de la ONUCED (en fait, ce sont eux qui les ont inspirées pour une large part grâce au leadership qu'ils exercent dans cette Organisation) et de réclamer un meilleur accès pour leurs produits agricoles aux marchés des pays développés. Encore faudrait-il être sûr que dans ces pays (ou dans certaines régions de ces pays) un « boom » des exportations agricoles ne vienne pas compromettre un équilibre alimentaire peut-être fragile. Cela risquerait fort de se produire dans la plupart des autres pays d'Asie (Inde, Pakistan, Indonésie...), d'Afrique (Zaire, Liberia, Sierra Leone...), du bassin méditerranéen (Algérie, Egypte, Tunisie...) ou d'ailleurs. Dans ces pays, exporter plus de produits agricoles pourrait conduire à produire moins de biens alimentaires pour une population croissant fortement et déjà sous-alimentée.

*
**

Ces conclusions nuancées ne contredisent nullement l'intérêt qu'il y aurait pour tous les pays en voie de développement en une revalorisation du prix de leurs exportations de produits agricoles, à condition que cette revalorisation s'opère sans détournement de ressources aux dépens des productions alimentaires intérieures et sans relancer la surproduction dans les secteurs où elle est constamment menaçante. Par ailleurs, notre analyse devrait être encore approfondie pour tenir compte non seulement de l'offre alimentaire mais aussi de l'offre d'emplois « tirée » par les exportations (cas du vin algérien, par exemple). Mais nous n'avions pour ambition que de proposer un cadre de réflexion.

